



TRACT AUX RETRAITÉS

Montreuil, le 23 septembre 2026

AGIRC-ARRCO

14 OCTOBRE 2026 : RETRAITÉ·E-S CHEMINOT·E-S ET DU PRIVÉ, ENSEMBLE DANS L'ACTION !

Face à l'avalanche d'annonces de mauvais coups visant notamment les retraité·e-s et leur pouvoir d'achat, nous avons besoin d'élever le rapport de force en nous mobilisant massivement.

Les gouvernements se suivent, mais les orientations politiques de régression sociale perdurent. Et les retraité·e-s sont toujours une cible. Depuis plusieurs semaines, une campagne orchestrée par le gouvernement et le Medef, nombre de candidats à la présidentielle allant du centre gauche à l'extrême droite, tente de nous culpabiliser sur le niveau de la dette et nous préparer à des périodes très difficiles en prévision du futur projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) en ciblant le monde du travail, comme les retraité·e-s, mais préservant les intérêts du capital et ses actionnaires.

Avec un sujet commun qui est de s'attaquer au salaire socialisé, en évoquant souvent la volonté de rapprocher le net du brut, vieux leitmotiv de l'extrême droite et du patronat, en s'attaquant aux cotisations sociales, partie intégrante du salaire, ils s'attaquent au financement et à l'avenir même de la Sécurité sociale, notre bien commun depuis 1945 que veut s'approprier le capital. Car si les annonces sont multiples, il est toujours envisagé la désindexation des pensions, la suppression des 10 % d'exonération fiscale... sans oublier la forte augmentation des franchises médicales et des participations forfaitaires qui viennent d'être validées par décret. Le patronat est à l'origine de ces choix politiques et voudrait imposer un système par capitalisation comme il le fait pour la santé et les complémentaires santé obligatoires, s'attaquant au fondement de notre système de Sécurité sociale.

Depuis l'arrivée d'E. Macron, les pertes de pouvoir d'achat pour les retraité·e-s se chiffrent en dizaines de milliards d'euros, situation amplifiée pour les salarié·e-s touchant l'Agirc-Arrco, qui ont subi deux années sans revalorisation, le patronat bloquant les revalorisations alors qu'il y a plus de 108 milliards dans les caisses. Cet argent ne leur appartient pas, c'est le fruit des cotisations des salarié·e-s, **et parmi eux, les cheminot·e-s contractuels, qui sont au régime général, ainsi que des dizaines de milliers de cheminot·e-s statutaires polypensionnés, ainsi que leur épouses ou époux.**

Depuis 2020, la retraite complémentaire moyenne ne cesse de diminuer pour les retraité·e-s : 8,4 % pour les employé·e-s et ouvrier·e-s ; et 17,9 % pour les cadres. C'est la conséquence d'une politique du prix d'achat du point le plus élevé au-dessus de l'inflation et d'un prix du point retraite sous-évalué. C'est la double peine ! Plus de cotisations, moins de points acquis et un niveau de retraite complémentaire en recul à chaque génération. Laisser entendre que les retraité·e-s sont égoïstes et ne se préoccupent pas de leurs descendants relève aussi du scandale ! Les retraités qui ont toute leur vie produit



de la richesse (en partie détournée par le capital à son profit) continuent d'en produire en s'investissant dans les associations, les conseils municipaux, la garde des petits-enfants, en étant aidants de proches...

Le débat n'est pas économique mais politique. Il faut sortir du « pilotage » financier de l'Agirc-Arrco. Avec la CGT, exigeons :

- un plan de rattrapage des 10 % de perte du pouvoir d'achat depuis 2020 ;
- une augmentation immédiate de 5 % du prix du point de service (retraite) ;
- une baisse de 2 % du point d'achat ;
- l'obtention de points dès le premier euro cotisé ;
- la suppression de la sous-indexation de 0,4 % par rapport à l'inflation ;
- l'attribution de points supplémentaires pour les petites retraites ;
- le retour au principe de revalorisation en début d'année.

C'est notre argent, c'est le fruit du travail qui seul crée de la richesse ! Et c'est bien pourquoi il est inadmissible que le patronat puisse décider comme bon lui semble de l'argent qui ne lui appartient pas.

Le 14 octobre 2026, nous appelons les cheminot-e-s retraités à se mobiliser et à manifester avec l'ensemble des retraité-e-s du secteur privé !

À Paris, rassemblement festif autour d'un pique-nique à partir de 12 heures, place de la Bastille, et manifestation en direction du siège de l'Agirc-Arrco (Paris 12^e).

Et au niveau national, dans chaque département, rassemblement devant les agences de l'Agirc-Arrco, les chambres de commerce et d'industrie, le patronat...

**SIGNEZ MASSIVEMENT LA PÉTITION
ÉDITÉE PAR L'UCR-CGT !**

